



TV



REPLAY

[🏠](#) > INTERNATIONAL

MURZUQ OIL DEMANDE À VOIR FRANÇOIS HOLLANDE SUR PETROPLUS

Le 07/03/2013 à 12:52 | MAJ à 13:52



PARIS (Reuters) - L'intersyndicale de la raffinerie Petroplus et la société libyenne Murzuq Oil, candidate à la reprise du site de Petit-Couronne...

Publicité

PARIS (Reuters) - L'intersyndicale de la raffinerie Petroplus et la société libyenne Murzuq Oil, candidate à la reprise du site de Petit-Couronne (Seine-Maritime), demandent à rencontrer rapidement François Hollande pour faire avancer le dossier.

Un accord de coentreprise a été conclu entre les Suisses de Terrae International et Murzuq Oil, qui veulent créer une société baptisée Murzuq France afin de préserver les 470 emplois de la raffinerie menacée de fermeture.

Selon Yvon Scornet, porte-parole de l'intersyndicale CGT/CFDT/CFE-CGC, ces deux sociétés font partie des quatre dossiers de reprise "sérieux", avec Net Oil (Dubai) et la société d'investissement égyptienne Arabiyya Iel Istithmaraat.

Le tribunal de commerce de Rouen doit se réunir le 16 avril pour choisir un repreneur ou rejeter les offres.

"Murzuq Oil demande à être reçu par le président François Hollande afin de montrer un geste fort pour la sauvegarde des emplois de Petit-Couronne", déclare jeudi dans un communiqué la société de Mabrouk Jomode Elie Getty, qui se présente comme ancien président du conseil de la révolution du sud de la Libye.

L'entreprise souhaite que cette réunion ait lieu avant samedi prochain et l'intersyndicale demande à y participer parce que "pour nous le temps presse".

Yvon Scornet souligne dans un communiqué que le gouvernement doit afficher son soutien aux différents projets, notamment sa disponibilité à débloquer une contribution du Fonds stratégique d'investissement (FSI) pour assurer le redémarrage du site.

"La France doit montrer aujourd'hui que défendre l'industrie n'est pas qu'une idée mais doit être une réalité", écrit-il. "Le projet Murzuq est important pour l'avenir des deux pays et pour les échanges avec la nouvelle république de Libye."

L'intersyndicale émet en effet des doutes sur l'offre de la société égyptienne, "qui ne donne pas beaucoup de volonté d'avancer pour l'instant sauf via des intermédiaires à Paris", alors qu'elle a été officiellement soutenue par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Netoil a selon Yvon Scornet les autorisations administratives et complète actuellement son dossier.

Selon le délégué CFDT du site, Laurent Patinier, les lettres de licenciement du personnel seront envoyées au début du mois d'avril si les dossiers de candidature à la reprise reçus avant cette date ne semblent pas crédibles.

Les administrateurs provisoires avaient douché les espoirs des 470 salariés le 6 février dernier en déclarant que les cinq offres présentées n'étaient à ce stade que des manifestations d'intérêt et repoussé leur décision.



BFMTV

- Nos dossiers
- Événements
- Partenaires
- Jeux-concours
- Diaporamas
- Programme TV
- Canaux TV
- Archives
- Applications mobiles
- Plan du site

EN SAVOIR PLUS

- Nous contacter
- Recrutement
- Données personnelles
- CGU

LES SITES DU GROUPE

- BFM Business
- RMC Sport
- RMC Découverte
- BFM Régions
- Verif

NOS SERVICES

- Comparateur
- Meilleur Rasoir électrique homme
- Meilleur Aspirateur
- Meilleure Alarme maison
- Meilleur Fauteuil gamer
- Comparatif Déshumidificateur
- Comparateur assurance
- Shopping
- Immobilier neuf
- Offres d'emploi
- Règlements

- Publicité
- Mentions légales
- Cookies
- Charte de déontologie

- RMC
- RMC BFM PLAY
- 01net
- BFM Immo
- BFM Bourse

